

**POLICE DE GUELMA**

**1 071 appels  
aux numéros  
verts en juillet**

La police de Guelma a présenté ce dimanche le bilan du 1548, numéro vert mis en place par la direction générale de la Sûreté nationale.

Cette plateforme téléphonique est venue renforcer le 17, numéro national d'appel d'urgence de la police. Selon la cellule de communication de la Sûreté de wilaya, durant le mois de juillet dernier, ces deux numéros verts ont reçu au total 1 071 appels : 521 au 1548 et 550 au numéro 17. Il s'agit essentiellement de signalements pertinents qui ont un rapport avec la délinquance et la criminalité sous toutes ses formes, rapporte le même communiqué, précisant que la majorité concerne des agissements d'individus suspects, alors que le reste correspond à des demandes d'aide et d'information, à des situations de désarroi.

Ce centre d'appel a ainsi enregistré une bonne partie de la totalité des dossiers traités par la police judiciaire durant la même période, précise le chargé de communication de la Sûreté de wilaya qui dresse ce bilan. «Et ces appels ont aussi permis d'élucider des affaires ayant trait à divers crimes et délits», explique-t-il. La police de Guelma parle d'un bilan très positif. «Le 1548 est un instrument qui va aider les services de police de la wilaya de Guelma, dans leurs efforts de lutte contre la criminalité, la délinquance... et la prise en charge des personnes en difficulté», témoigne un officier de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya. Et d'ajouter «Il s'agit d'un processus de prévention, qui nous permet de détecter en amont toute tentative de crime ou délit, dès les premiers signalements de suspects.

**Noureddine Guergour**

**MENDICITÉ À TÉBESSA**

# Le vieux Thevest, eldorado des réfugiés subsahariens

*La plupart des mendiants se salissent sciemment le visage et les vêtements pour avoir une véritable image misérable.*

Autrefois, les mendiants à Tebessa se comptaient sur les doigts d'une seule main. Au début, ils étaient connus pratiquement dans le domaine de la pacotille. Aujourd'hui, leur nombre avec la venue des Subsahariens et des Syriens croît d'une manière alarmante, sans qu'ils soient au cœur d'une nouvelle approche des institutions publiques concernées par ce phénomène.

Dans le vieux Thevest, des mendiants locaux, subsahariens et des Syriens de tous âges, et des deux sexes, dans tous les coins de la ville. Des dizaines, voire des centaines à certaines occasions, se fixent à longueur de journée devant les boulangeries, les épiceries, le marché central, la gare routière, les cafés et les mosquées et surtout autour des ronds-points

tendant la main à la recherche de quelques pièces. Ils utilisent tous les moyens possibles et imaginaires pour attirer et convaincre les passants. «Maârouf li Lah, ana mouslim, aide-moi, je suis une femme malade, mère de six enfants, ayez pitié d'une femme sans ressources, famille syrienne a besoin d'aide, pauvre et malheureuse...»

D'autres citent des versets coraniques, exhibent des factures de loyer, des négatifs de radiologie...

La plupart des mendiants se salissent sciemment le visage et les vêtements pour donner une véritable image misérable.

Enfin, à chacun son refrain et sa technique d'approche ! Effectivement, le phénomène de la mendicité a déjà pris de l'ampleur dans notre société, il est devenu à

Tebessa un véritable métier. Au niveau de la placette de l'ancienne ville, l'ex-place Carnot, une nuée de mendiants, qui fait le va-et-vient à longueur de journée, sait pertinemment que la concentration de passants est propice à glaner des pièces de monnaie.

Les ronds-points situés à la sortie ouest de la ville de Tebessa sont devenus l'emplacement privilégié des mendiants syriens et subsahariens. Les querelles et les rixes pour se départager les espaces sont monnaie courante, sachant que la recette minimum d'un mendiant (surtout une mendicante) installé dans ces lieux est en moyenne de 3 000 DA par jour. Ils sont arrivés à glaner jusqu'à 10 000 DA la journée pendant le mois du Ramadhan et à l'approche des fêtes religieuses.

Ces endroits «juteux» qu'offre la ville de Tebessa par leur position stratégique sont devenus des espaces favorables à la mendicité

collective et «internationale», où chaque groupuscule de mendiants circonscrit et trace son territoire d'action.

En ce qui concerne les mendiants locaux, et surtout les professionnels parmi eux, ils sous-traitent leurs emplacements aux nouveaux venus dans le cartel de la mendicité surtout les locaux et parfois aux étrangers en contrepartie d'un prix de cession. Ces derniers viennent des zones rurales de Meskiana, d'El Ogla, de Dalaâ, de Bir-Mokadem et de Bekkaria.

D'autres issus des quartiers précaires qui ceinturent la ville de Tebessa et même de la lisière frontalière. Toutefois, s'il y a des mendiants qui sont là par vice, d'autres, surtout des femmes, dont beaucoup de jeunes divorcées et de veuves, n'ont que cette alternative pour subvenir à leurs besoins essentiels, dans une cité de plus en plus hospitalière et généreuse.

**Maalem Hafid**

**MIGRANTS ORIGINAIRES DU NIGER**

# Ils restent à Oran faute de mieux

*En dépit de la multiplication des opérations «de rapatriement» selon la formule consacrée par le CRA, des dizaines de migrants originaires du Niger, notamment de la région de Zender, très pauvre où sévit la sécheresse de manière cyclique, sont toujours là à arpenter le centre-ville, les boulevards et carrefours de la périphérie d'Oran, pour y mendier.*

La dernière opération en date, juste le mois dernier, avait vu pas moins de 340 Nigériens, hommes, femmes et enfants, regroupés dans un centre à la périphérie d'Oran, avant d'être acheminés par cars vers Tamanrasset, et cela suite à un accord intergouverne-

mental entre l'Algérie et le Niger.

Malheureusement, preuve en est que ce type de politique migratoire n'est guère efficace, car à Oran les migrants femmes enfants, très nombreux, sont toujours là mendiant à longueur de journée. S'agit-il de nouveaux

venus ou une partie ayant échappé à la rafle ?

Les autorités locales restent silencieuses là-dessus, assurant que ces migrants sont traités «humainement», alors que dans le sud, les cas d'affrontements entre Algériens et populations migrantes sont de plus en plus souvent évoqués. Par ailleurs, les migrants regroupés sont systématiquement fichés, ce qui devrait permettre d'avoir un aperçu sur ces flux migratoires. Des membres d'associations locales déplorent plusieurs points, comme les opérations visant les migrants à les

expulser «il s'agit d'expulsion au final sans plus. Qui plus est, si la misère reste plus forte, elle poussera toujours les êtres humains à tenter de trouver une vie meilleure ailleurs», dira Farès, un militant actif. Les images en restent néanmoins choquantes quand en plein soleil, de très jeunes enfants slaloment entre les véhicules, quémendant en arabe l'aumône alors que dans un coin discret, les hommes restent à l'ombre égrenant un chapelet. De là à parler d'exploitation d'enfants mineurs est un pas qui se doit d'être franchi justement.

**Fayçal M.**

**LES AIDES DE L'ÉTAT, DU  
PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT  
RURAL, DÉTOURNÉES**

# Un autre scandale à la Direction des forêts

*Dans une correspondance adressée par la subdivision des services agricoles de la daïra d'El Tarf aux services de la circonscription de la conservation des forêts de la commune d'El Tarf, en date du 31 juillet 2016 portant le numéro 295-2016 et dont nous détenons une copie, le subdivisionnaire dénonce le fait que ses services ne soient pas associés, comme stipulé par la loi, dans l'étude et la confection des listes des bénéficiaires de l'aide de l'État dans le cadre du programme de développement rural.*

Dans la même correspondance le subdivisionnaire ne va pas avec le dos de la cuillère pour fustiger le chef de la circonscription de la conservation des forêts d'El Tarf qui «avait établi des listes de bénéficiaires d'une manière unilatérale et ce, sans se référer aux services agricoles». Aussi, le même subdivisionnaire mentionne, amer, que «compte tenu des innombrables problèmes et anomalies qui ont entaché cette opération, le représentant de l'Union des paysans algériens (UNPA) de la commune de Zitouna a transféré le dossier aux services de la Gendarmerie nationale pour l'ouverture d'une enquête y afférent». «Ainsi, je me trouve dans l'obligation de ne pas émarger les PV finaux auxquels n'ont pas été associés mes services compétents», a-t-il conclu dans ladite correspondance.

Pour rappel, les personnes éligibles à ce mécanisme d'aide bénéficieront de bovins, d'ovins et de ruches à titre gratuit dans le dessein de favoriser leur maintien et implantation dans leurs lieux de résidence à travers les différentes et innombrables Mechtas que compte la wilaya.

**Daoud Allam**

**RELIZANE**

# Lala Affia dans la précarité

*Le site de Lala Affia situé à mi-chemin entre le secteur deux et Relizane, créé vers les années 1960, du temps florissant de l'ancienne gare ferroviaire, ne cesse de grandir de par les nouvelles constructions qui ont poussé tels des champignons avec, au beau milieu de ce décor, les usines et autres.*

Cette extension subite et importante devient quelque peu préoccupante, nous disent des habitants de ce quartier qui nous ont rendu visite pour nous faire part des inquiétudes qui sont les leurs et qui, au fil des ans, ont pris à leurs yeux des proportions pour le moins alarmantes.

Au départ, soulignent nos interlocuteurs, c'était la gare ferroviaire qui prenait en charge tous les problèmes de la cité mais ce temps est révolu. Celle-ci continue cependant de prendre en charge l'alimentation partielle en eau et en électricité de cet immense site.

Selon les habitants du site, la

cité a vu ses occupants quintupler en moins de dix ans mais aucune infrastructure n'a suivi mis à part le ramassage scolaire disponible il est vrai, l'implantation d'une école primaire et d'un centre de soins qui ne répond plus à la demande massive de tous les riverains.

Les habitants qui sollicitent l'installation d'une passerelle pour traverser la route nationale évoquent aussi un réseau d'assainissement inopérant et des avaloirs constamment bouchés.

**A. Rahmane**

# Formation préparatoire pour les nouveaux enseignants

*Dans le cadre de la stratégie nationale de développement du système éducatif, le ministère de l'Education, sous la conduite de Nouria Benghebrit, veille à promouvoir la formation des enseignants, notamment les nouveaux diplômés ayant réussi au dernier concours et en vue de s'adapter aux exigences de la profession.*

Ces nouveaux enseignants au nombre de 450 pour la wilaya de Relizane seront soumis, selon Ouled Ali, le chef de service de la formation à la direction de l'éducation, à une évaluation pédagogique.

Une formation qui a débuté hier au niveau du lycée Adda Benada et portera essentiellement sur plusieurs aspects dont la gestion de la classe à travers les recommandations et conseils prodigués par les 49 encadreurs durant les 15 jours du stage.

Pour ce responsable de la formation à la direction de l'éducation de la wilaya de Relizane, les différentes opérations retenues dans ce cadre devront permettre aux personnels concernés de s'adapter aux exigences de la profession choisie. Ce n'est qu'à l'issue d'une année que ces derniers seront jugés, en fonction des résultats obtenus à l'examen d'évaluation et autres tests pour l'obtention du diplôme qualifiant à la fonction d'enseignant.

**A. R.**